

### Article 31 du Règlement

J'encourage fortement l'Office à abandonner le recours aux analyses de rentabilité et à s'en remettre plutôt au processus d'examen en usage sur le marché libre. Cela permettrait l'apparition d'un marché efficace et concurrentiel où tous les clients, tant canadiens qu'étrangers, pourraient se faire une concurrence équitable pour leur approvisionnement en gaz.

\* \* \*

### LA CONDITION FÉMININE

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, la semaine dernière, on a eu d'autres preuves que l'égalité est loin d'être acquise pour les femmes.

En effet, on a exclu de façon injuste les membres féminins des gardes du gouverneur général de la cérémonie d'entrée en fonction de leur nouveau commandant en chef. L'officier qui a décidé sciemment d'exclure les intéressées avait toute la latitude voulue pour les faire participer à la cérémonie en question; il a choisi de n'en rien faire. Un porte-parole de la milice a déclaré qu'il s'agissait là d'une décision fidèle à la tradition et tout à fait logique car, après tout, il ne s'agissait pas de fantasmes. C'est là, bien entendu, une affirmation évidente; voilà qui résume la question.

Pourquoi les femmes sont-elles exclues de l'infanterie? Pourquoi sont-elles reléguées à des rôles traditionnels, des emplois de bureau et des postes administratifs? On a dit aux protestataires qu'elles ne devraient même pas se donner la peine de soumettre leurs plaintes à la Commission des droits de la personne. Nous pouvons tous attendre avec impatience le jour où l'équité et la justice seront tellement ancrées dans les valeurs et les pratiques de la société canadienne que la Commission sera inutile. Cependant, tant que des institutions comme l'armée n'abandonneront pas leurs attitudes dépassées, la Commission des droits de la personne sera la seule à pouvoir protéger de nombreux Canadiens contre des préjugés datant de l'âge des ténèbres.

Le gouverneur général est un symbole de nos valeurs nationales, notamment à l'égalité de tous. Son entrée en fonction aurait dû être un sujet de réjouissance pour tous les Canadiens, hommes ou femmes.

\* \* \*

### LES PARCS NATIONAUX

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, à 18 heures aujourd'hui, la Chambre votera sur la motion du NDP qui a proposé au gouvernement de prendre des mesures pour compléter notre réseau de parcs nationaux

d'ici l'an 2 000 et de mettre en oeuvre les recommandations du rapport Brundtland, notamment de protéger au moins 12 p. 100 de nos écosystèmes terrestres et marins.

Ce vote nous permettra surtout de voir combien de députés au Parlement comprennent ce qui est en jeu. Nous sommes la dernière génération à pouvoir terminer notre réseau de parcs nationaux. Ce réseau n'est qu'à moitié complété actuellement et un vote positif, loin d'être un handicap, sera l'occasion d'en profiter pour atteindre notre objectif, à savoir compléter ce réseau d'ici l'an 2000.

La Commission Brundtland assure que la protection de 12 p. 100 de nos écosystèmes terrestres et marins est une condition essentielle au développement durable. Or, seulement 2,6 p. 100 de la superficie du Canada est complètement protégée. Et un autre 3,7 p. 100 l'est en partie seulement. L'initiative fédérale et la collaboration de tous les paliers de gouvernement et de tous les intervenants à l'échelle planétaire sont nécessaires pour atteindre cet objectif de 12 p. 100.

Le premier ministre a donné son aval au rapport Brundtland il y a deux ans. Espérons que sa décision se reflétera dans le vote d'aujourd'hui. Il ne faut pas oublier que 96 p. 100 des Canadiens sont en faveur de mesures fermes pour protéger et conserver notre patrimoine naturel.

\* \* \*

[Français]

### L'UNITÉ NATIONALE

**M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière):** Monsieur le Président, je suis francophone, je suis Québécois, et aussi je travaille à construire ce pays avec mes collègues de la Chambre des communes. Cependant, pendant que nous, francophones, disons oui au Canada anglais, pendant que nous, Québécois, voulons entrer dans la fédération canadienne, dans la mesure où l'on reconnaît que le Québec est distinct, les coups fusent de toutes parts: un Jean Chrétien qui se fout éperdument de briser notre pays, en autant que ses fins personnelles prévalent; des premiers ministres de provinces qui n'ont certes pas réalisé ni calculé en piastres et cents ce qui allait leur arriver si le Québec se sépare. Et, au surplus, maintenant des municipalités qui insultent les francophones en mettant à l'index leur langue!

Où cela nous mènera-t-il, monsieur le Président? Si j'ai encore confiance que le lac Meech passe, à chaque jour, je m'interroge un peu plus!